

Professionnels des services sociaux et de soins ressortissants de pays tiers :  
Libérer le potentiel de création d'emplois des professionnels des services sociaux et de  
soins services.

Une étude réalisée pour Social Services Europe

NOVEMBRE 2019

### Résumé

Social Services Europe (SSE) a chargé l'Istituto per la Ricerca Sociale (IRS) de produire une étude sur les interventions au niveau national et/ou local sur les moyens de libérer le potentiel des ressortissants de pays tiers<sup>1</sup> pour faire face à la pénurie de personnel et répondre à la demande croissante de services sociaux en Europe.

Les services sociaux sont l'un des plus grands créateurs d'emplois en Europe aujourd'hui, et jouent un rôle clé dans l'empouvoirement des personnes à jouer un rôle actif dans la société. Au cours des dernières années, on a constaté un intérêt croissant pour le rôle des migrants dans le secteur de l'aide sociale, dans lequel ils représentent une proportion croissante de la main-d'œuvre.

Social Services Europe (SSE) est un réseau de huit organisations de coordination européennes représentant des organisations non gouvernementales de prestataires de services sociaux à but non-lucratif : Caritas Europa, le Conseil européen des organisations à but non lucratif (CEDAG), l'Association européenne des prestataires de services pour les personnes handicapées (EASPD), la Plate-forme européenne pour la réhabilitation (EPR), Eurodiaconia,

---

<sup>1</sup> Toute personne qui n'est pas un citoyen de l'Union européenne au sens de l'article 20, paragraphe 1, du TFUE et qui n'est pas une personne jouissant du droit de l'Union européenne à la libre circulation, tel que défini à l'article 2, paragraphe 5, du règlement (UE) 2016/399 (Code Schengen des frontières). Pour les besoins de cette étude, elle inclut les migrants non européens ainsi que les demandeurs d'asile et les réfugiés.

la Fédération européenne des Organisations travaillant avec les sans-abri (FEANTSA), le bureau européen de la Croix-Rouge et Solidar.

Les membres nationaux de Social Services Europe fournissent des services aux personnes handicapées, aux personnes sans foyer, aux migrants, aux enfants, aux personnes âgées et aux personnes en situation de vulnérabilité en général. Le réseau vise à renforcer le profil et la position des prestataires de services sociaux à but non lucratif en Europe et promouvoir la visibilité, la reconnaissance et l'impact du secteur social. La contribution au secteur est significative, l'ESS et ses membres combinés représentant plus de 100 000 prestataires de services dans tous les pays de l'UE.

Social Services Europe joue un rôle important en aidant les réfugiés et les migrants à commencer leur intégration dans nos sociétés et nos marchés du travail, ainsi qu'en apportant un soutien aux personnes handicapées ou dans les difficultés d'accès à l'emploi et de participation à la société. En outre, par l'intermédiaire de ses membres, l'ESS est un acteur important dans la recherche de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, en fournissant des services complets qui permettent de prodiguer des soins, accroître la probabilité d'une plus grande égalité entre les femmes et les hommes sur le lieu de travail, et apporter un soutien dans l'éducation et la protection de l'enfance.

Social Services Europe plaide pour l'accessibilité, l'abordabilité, la disponibilité et l'adéquation des services sociaux et les services de soins de santé dans toute l'Europe, en tant qu'élément crucial du modèle social européen, visant à garantir les droits sociaux à tous. Pour ce faire, il faut assurer une organisation, un financement et une prestation appropriés de ces services, en particulier dans un contexte économique et social en amélioration mais incertain. Social Services Europe est convaincu que l'investissement dans les ressources humaines est un investissement à long terme qui produit des résultats à la fois sociaux et économiques. Les personnes devraient être au cœur de toutes les politiques, mais les organisations membres de l'ESS, en tant que prestataires, ont besoin d'un écosystème favorable pour répondre à leurs besoins.

Les services sociaux jouent également un rôle crucial dans le développement continu du modèle social européen, ainsi qu'envers les valeurs, les principes, les droits et les stratégies de l'UE. Investir dans les services sociaux permet de rendre l'économie européenne est plus stable, plus inclusive, plus productive et plus résistante.

Social Services Europe a commandé en 2018 un projet de recherche sur le rôle des services sociaux dans l'amélioration de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (work-life balance WLB) en Europe. Il couvre en particulier deux questions : évaluer les pratiques de prestation de services sociaux et de leur impact sur la WLB, et fournir une analyse approfondie de l'environnement qui permet le développement de ces services. L'étude est étayée par un document contenant des recommandations spécifiques aux décideurs politiques et aux prestataires de services sociaux. Une autre étude sur le recrutement et le maintien dans les services sociaux – *Unlocking the Sector's Job Creation Potential* – a également été commandée en 2017 pour plaider en faveur d'une augmentation des investissements dans le secteur des services sociaux afin que de nouveaux emplois puissent être créés pour répondre à la demande croissante de services sociaux<sup>2</sup>.

Cette étude est basée sur une analyse documentaire approfondie aux niveaux européen et national (pour cinq pays sélectionnés : France, Allemagne, Irlande, Italie et Suède), ainsi que sur des recherches se portant sur des études et des débats récents, ainsi qu'au travers d'entretiens avec un certain nombre de parties prenantes dans les cinq pays étudiés. L'objectif principal de l'étude est d'analyser les interventions existantes et efficaces effectuées aux niveaux national et local sur les moyens de libérer le potentiel des professionnels des services sociaux et de soins des pays tiers afin de remédier à la pénurie de personnel et de répondre à la demande croissante de ces services en Europe.

L'étude se concentre sur les questions suivantes :

- L'évolution démographique et son impact sur les besoins en matière de soins ;

---

<sup>2</sup> Les deux rapports sont disponibles sur : <https://www.socialserviceseurope.eu/reports>

- Le rôle joué par les services sociaux en tant que créateurs d'emplois en Euro ;
- Le rôle joué par les migrants dans le secteur des soins en Europe ;
- La politique et les bonnes pratiques pour soutenir et améliorer le potentiel de création d'emplois pour les migrants.

L'étude a identifié les principaux facteurs sociodémographiques qui influent sur l'évolution des besoins de soins dans l'UE qui peuvent être résumées comme suit.

Les changements démographiques et sociaux ont un impact important sur les soins et les services sociaux en Europe. Au cours des 50 dernières années, la composition de la population de l'UE-28 a considérablement changé en raison de plusieurs facteurs : baisse des taux de fécondité, vieillissement de la population, modification des schémas familiaux et accroissement de la participation des femmes travaillant à temps plein sur le marché du travail. Les besoins en matière de soins sont particulièrement associés à ces changements démographiques ainsi qu'à la présence diffuse de handicaps et de problèmes de santé mentale dans les familles. En outre, la population européenne a changé ces dernières années, non seulement en raison des changements sociodémographiques, c'est-à-dire à la baisse du taux de natalité des citoyens autochtones, mais aussi en raison du nombre de migrants, de demandeurs d'asile et de réfugiés arrivant pour s'installer dans les pays de l'UE. De 2012 à 2016, la migration a contribué à plus de 80 % de la croissance démographique totale dans l'UE-28, contre moins de 20 % pour l'évolution naturelle de la population : le nombre de personnes résidant dans un État membre de l'UE avec la nationalité d'un pays tiers au 1er janvier 2018 était de 22,3 millions. Les flux de migrants et de demandeurs d'asile en Europe est devenue l'un des sujets les plus brûlants à l'ordre du jour de l'UE par rapport aux modalités du partage des responsabilités des États membres entre et au sein des pays de l'UE. Cette situation met en évidence la nécessité de passer d'un mode de gestion de crise à court terme à une politique de migration et d'asile durable à long terme, permettant des parcours plus sûrs et légaux, une intégration efficace, des processus d'inclusion, et l'accès au marché du travail.

Au fil des ans, la composante étrangère du marché du travail européen est devenue de plus en plus importante pour les économies nationales. En effet, les migrants sont des acteurs clés du marché du travail européen et ils jouent des rôles multiples : ils occupent des créneaux importants tant au sein des secteurs en croissance rapide que sur ceux en déclin; ils contribuent à la flexibilité du marché du travail ; ils stimulent la population en âge de travailler ; ils contribuent, par leurs compétences, au progrès technologique des pays d'accueil ; et ils jouent un rôle important en compensant les effets des tendances démographiques négatives, telles que le vieillissement de la main-d'œuvre et le dépeuplement général. L'emploi est souvent considéré comme l'indicateur le plus important pour l'intégration des migrants, mais il reste un domaine sous-développé pour favoriser la pleine participation des migrants. Le taux d'emploi des immigrés non européens a chuté de 3 points de pourcentage au cours de la dernière décennie, tout en augmentant de 3 points chez les autochtones et les migrants nés dans l'UE. En outre, il existe une différence dans les conditions de travail, ce qui indique des conditions bien pires pour les travailleurs migrants que pour les travailleurs nés dans le pays.

Depuis 2001, les services de santé et d'aide sociale ont été l'un des plus grands contributeurs à la création d'emplois dans les États membres de l'UE : de 2010 à 2018, 2 930 395 nouveaux emplois ont été créés dans ce secteur, au cours d'une période caractérisée par l'une des crises économiques les plus graves que l'Europe ait jamais connues. Selon les statistiques d'Eurostat, à la fin de 2018, dans tous les pays de l'UE où des données sont disponibles (donc tous sauf l'Italie, la France, le Danemark, Malte et l'Autriche), il y avait 457 710 emplois vacants dans le domaine de la santé humaine et des activités sociales. Dans l'UE-28, au quatrième trimestre 2018, le taux d'emploi vacant était de 2,3 %, ce qui a presque doublé en cinq ans.

Les déséquilibres et les pénuries de main-d'œuvre dans le secteur des services sociaux et des soins de santé constituent une autre préoccupation majeure en Europe. Le manque de professionnels dotés de compétences spécifiques entraîne des migrations internes et une fuite des cerveaux, également au sein des pays de l'UE. Ce phénomène est à la fois positif et

négatif. La mobilité et les migrations sont considérées comme l'une des causes des pénuries de personnel dans les pays d'origine, mais elles peuvent être en même temps une solution, en faisant correspondre le besoin d'intégration des travailleurs sur le marché du travail et les besoins sociaux et de soins des résidents.

Les problèmes et les obstacles qui entravent l'accès des travailleurs migrants au marché du travail peuvent être résumés en trois grands domaines macroéconomiques :

- a) Le manque de compétences linguistiques, de connaissance de la culture locale et de capital social;
- b) L'inadéquation des compétences et le manque de qualifications reconnues et d'exigences administratives ;
- c) L'approche discriminatoire envers les migrants qui les empêche d'accéder au marché du travail régulier, ce qui fait que beaucoup d'entre eux n'ont d'autre choix que de travailler dans l'économie informelle.

Il est nécessaire de surmonter ces multiples changements et de favoriser des politiques sociales et des mesures d'intégration inclusives. Étant donné que la réussite de l'intégration dépend de l'engagement de multiples acteurs, l'étude présente plusieurs types de mesures d'intégration mises en œuvre dans le cadre de la politique d'intégration. Leurs caractéristiques sont décrites dans l'étude ainsi qu'un certain nombre de pratiques prometteuses visant à surmonter ces obstacles et à favoriser l'accès des migrants au marché du travail, mises en œuvre dans les cinq pays européens sélectionnés pour l'analyse.

Dans des conditions appropriées, la migration peut contribuer à réduire les goulets d'étranglement sur le marché du travail. Il apparaît essentiel de prévoir des initiatives politiques adéquates pour améliorer les opportunités et réduire les obstacles au déploiement d'initiatives, capables d'une part de soutenir l'intégration des migrants et d'autre part de réduire les pénuries de compétences. C'est dans ce contexte que l'UE doit soutenir l'intégration des migrants dans le secteur social et des soins de santé en mettant en place des

conditions adéquates pour son développement, et Social Services Europe peut jouer un rôle pertinent dans cette démarche.



This publication has been produced with the financial support of the European Union Programme for Employment and Social Innovation “EaSI” (2014-2020). The information contained in this publication does not necessarily reflect the official position of the European Commission.

Copyright © EASPD 2019 All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in or introduced into a retrieval system without the prior permission of the copyright owners.